



Décision individuelle N°2021-147

Pétitionnaire : MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – subdivision Vésubie
Adresse : Promenade Saint-Sébastien 06 450 Roquebillière
Nature de la demande : Travaux en cœur de parc national
Intitulé du projet : Déviation temporaire de la route de la Madone de Fenestre
Localisation : vallon de la Madone de Fenestre et vallon de la Pounche, parcelles n°11, n°10, n°9 section K commune de Saint-Martin-Vésubie

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26, R.331-18 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7, 15, 18 et 21,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13 et 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 22 mai 2021,

Considérant la demande formulée en date du 07 mai 2021 par la Subdivision Vésubie de la Métropole Nice Côte d'Azur, représentée par Monsieur BAUD Yann,

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'une « *piste provisoire en cœur de parc au niveau du vallon de la Pounche, dans le but de rétablir un accès 4x4 au sanctuaire de la Madone* » de Fenestre « *cet été dans l'attente que les ouvrages d'art* » situés sur la route métropolitaine n°94 « *soient réparés* » suite aux dégâts qu'ils ont subi lors du passage de la tempête Alex en octobre 2020,

Considérant que la demande précise que cet accès provisoire sera « *réservé aux ayants-droits* » et aux véhicules des « *entreprises pour les travaux de reconstruction* »,

Considérant que ces travaux visent à répondre le plus rapidement possible, aux nécessités de rétablir la circulation publique des véhicules motorisés sur la voie métropolitaine n°89, telle qu'autorisée par l'article 21 du décret n°2009-486 sus-visé,

Considérant que le projet s'assied sur le tracé d'une ancienne piste dont l'assise encore visible sur le terrain en amont du vallon de la Pounche et sur le cadastre de la commune,

Considérant dans l'attente du rétablissement de la route métropolitaine, que la piste provisoire permettra de réduire fortement les besoins en héliportages de personnes, matériaux, denrées voire engins destinés à satisfaire les besoins des travaux nécessaires et des activités économiques localisées dans le site de la Madone de Fenestre,

Considérant également que durant cette période, la circulation des véhicules à moteur sur cette piste provisoire sera soumise aux dispositions de l'article 15 du décret n°2009-486 sus-visé,

Considérant qu'une fois la route métropolitaine n°89 rétablie, il n'y aura plus nécessité de maintenir l'accès des véhicules à cette piste provisoire,

Considérant en conséquence, que les travaux d'ouverture de cette piste provisoire doivent être le plus légers et réversibles possibles de sorte à permettre une remise en état rapide, compatible avec les objectifs de protection des patrimoines naturels du cœur et la conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La MÉTROPOLE NICE COTE D'AZUR – SERVICE DES ROUTES, SUBDIVISION VESUBIE, ci-après désignée le bénéficiaire et représentée par Monsieur BAUD Yann, est autorisée à procéder à des travaux visant à aménager une piste provisoire de déviation de la RM89 dans le vallon de la Madone de Fenestre, en cœur de parc national.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions relatives aux travaux et aux modalités de mise en œuvre*

2.1. Au niveau du vallon de la Pounche, le franchissement sera rétabli de manière temporaire, de la manière suivante :

- a. préservation en tout lieu du linéaire, d'une largeur de passage de 3 mètres maximum ;
- b. modelage mécanique des berges en pente douce. Le cas échéant ces rampes reposeront côté aval, sur un agencement de gros blocs installés sans fondation ;
- c. mise en place de moyens à gros blocs disposés en « pavage » au niveau de la traversée des écoulements du vallon dans le but d'aménager un passage à gué, transparent vis à vis des écoulements naturels. L'apport de matériaux de remblais pour constituer une assiette de piste en travers n'est pas autorisé ;
- d. les blocs seront prélevés exclusivement sur zones sèches ;
- e. les travaux devront être réalisés par temps sec.

2.2. Sur la piste pré-existante en cœur de parc, située après le vallon de la Pounche, les travaux de rétablissement seront limités aux opérations suivantes :

- a. interventions avec outillages manuels exclusivement ;
- b. préservation en tout lieu du linéaire, d'une largeur de passage de 3 mètres maximum ;
- c. dégagement des pierres et moyens blocs saillants se trouvant dans la largeur du passage, sans « déterrage » de ces éléments ;
- d. le cas échéant, élagage, coupes d'arbres et arbustes sur la largeur du passage. Les rémanents de coupe seront laissés au sol, à l'aval de la piste. Aucun brûlage ou broyage sur site n'est autorisé ;
- e. absence de décapage de l'assiette même superficiel ou d'apport de matériaux de revêtement.

2.3. Avant le franchissement du vallon de la Pounche, une signalétique adaptée aux véhicules terrestres motorisés sera installée.

Elle comportera dans l'ordre et au minimum, les signaux « B7b » (accès interdit à tous les véhicules à moteur) « M9z » avec mention « sauf autorisation ».

Selon les besoins, une signalétique complémentaire pourra être installée à l'attention des usagers pédestres et cyclistes.

Les signaux et leur support seront installés de manière à être totalement amovibles, de préférence en appui à un élément fixe du paysage.

- *Prescriptions relatives à la remise en état de la piste après rétablissement de la route métropolitaine n°89*

2.4. Après finalisation des travaux nécessaires à la réouverture de la route métropolitaine n°94, les lieux seront remis en état de la manière suivante :

- a. mise en place de gros blocs à la jonction de la piste et de la RM89 côté balise 355, de sorte à n'autoriser que le passage d'usagers pédestres ou équestres ;
- b. destructuration du passage à gué en lit mouillé et des rampes d'accès de part et d'autres, par enlèvement des matériaux façonnés en pente douce et le cas échéant, des blocs servant de fondation libre ;
- c. en lieu et place des rampes, les berges ne devront pas être reprofilées en pente douce. Les profils devront se rapprocher au maximum des profils naturels de part et d'autres ;
- d. seul un passage d'un mètre maximal de large pourra être préservé pour le passage des usagers pédestres. Les modalités précises de son aménagement pourront être adaptées à cette étape des travaux, à condition d'être concertées avec le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour ;
- e. modification des éléments de la signalétique : mise en place d'un signal de type « B0 » (accès interdit à tous les véhicules) et suppression du signal « M9z » (« sauf autorisation »).

2.5. Les travaux de remise en état devront être réalisés par temps sec à l'occasion du repli du chantier de réfection des ponts et de la chaussée de la RM94, sans autre délai que ceux induits par les aléas météorologiques.

- *Prescriptions relatives à la circulation des véhicules motorisés sur la piste provisoire*

2.6. La présente décision vaut autorisation de circuler dans le cœur du parc national, pour tous les engins et véhicules professionnels nécessaires aux travaux de réfection des ponts et de la chaussée ainsi qu'aux véhicules nécessaires à l'encadrement et au suivi des travaux.

2.7. La présente décision vaut autorisation de circuler dans le cœur du parc national, pour les véhicules professionnels de l'Établissement public du Parc national du Mercantour pour l'exercice de ses missions.

2.8. La circulation des véhicules motorisés pour les besoins des missions opérationnelles de secours, sécurité civile, police et douanes reste autorisée sur cette piste temporaire.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de la signature de la présente et jusqu'au 31 août 2021, exclusivement sur les créneaux horaires diurnes.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. En particulier, les usagers ayant droit non concernés par l'article 2 souhaitant circuler en véhicule à moteur sur la piste provisoire devront faire une demande d'autorisation dérogatoire individuelle sur demande adressée au Siège du Parc national du Mercantour ou au bureau du Service territorial concerné.

Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur ni des droits des tiers.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité des travaux.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 26 mai 2021

La Directrice
du Parc national du Mercantour



Aline COMEAU

Copies :
- service territorial Vésubie

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.